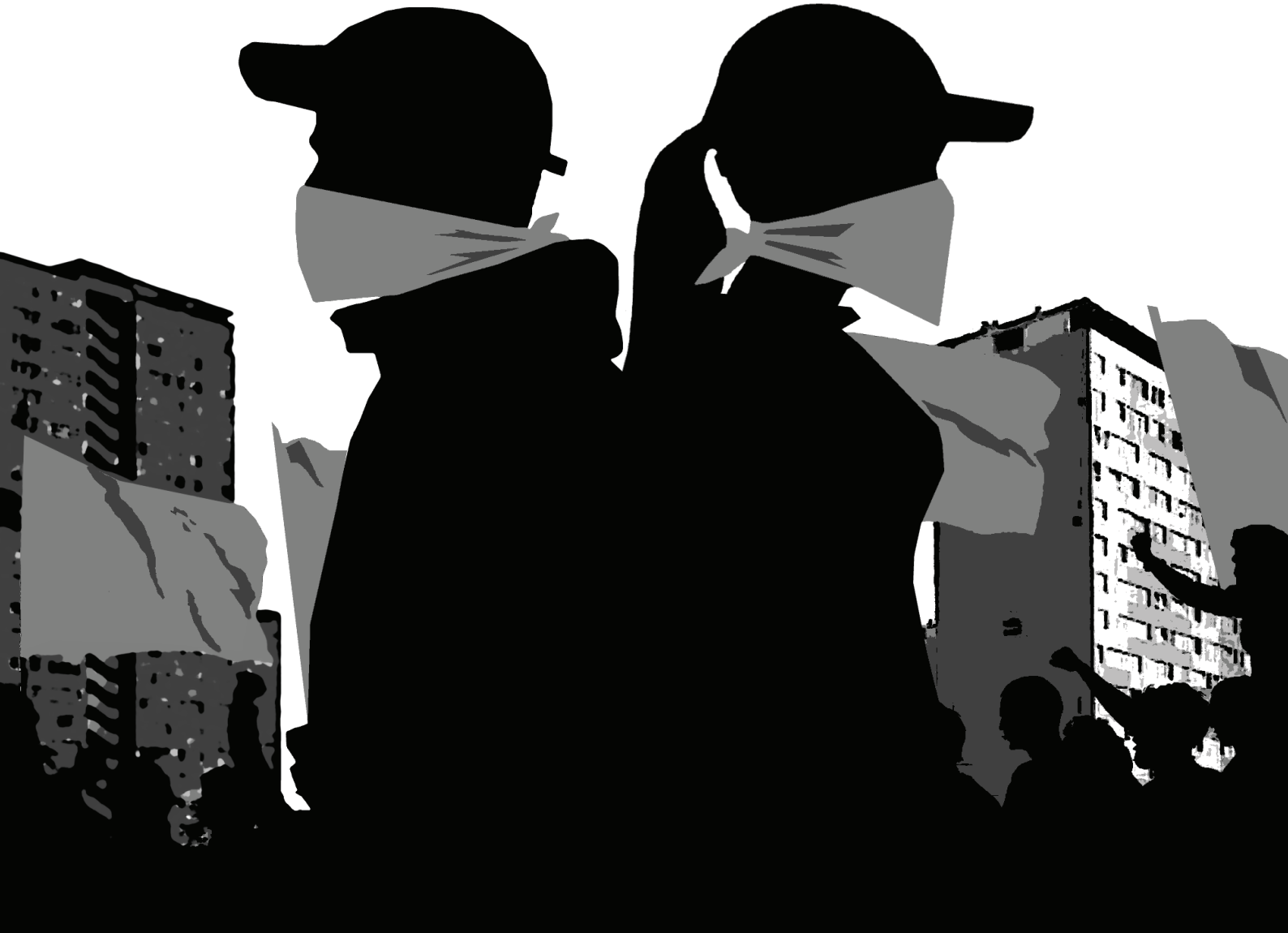
la cause du peuple

N°32 novembre-décembre 2018

Le journal des luttes du peuple

ORGANISER LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE



l'éditorial

En fin d'année 2018, s'organiser et lutter !

Après 1 an et demi de gouvernement Macron, de réformes qui attaquent toujours plus les droits sociaux, économiques et politiques des masses populaires, il faut s'organiser et lutter.

Les contradictions mouvantes de l'impérialisme français et de son État bourgeois apparaissent désormais clairement devant nos yeux.

Dans les périphéries de sa domination, comme en Kanaky ou en Guyane, il a déjà un pied dans le vide, et les masses populaires s'organisent pour démasquer ses mensonges et le faire chuter définitivement.

Hors de l'État où nous habitons, les choses ne sont pas différentes. Tout d'abord, il y a les catastrophes écologiques et sociales. Ensuite, les farces électorales amenant des fascistes au pouvoir comme au Brésil, où le terrain avait été pavé par la gestion corrompue des sociaux-démocrates.

La montée de ces fascistes en Europe, où la gauche bourgeoise entretient les illusions, est visible comme en Grèce avec le désastre Syriza et l'émergence d'Aube Dorée. Enfin, il y a la répression armée des forces révolutionnaires par ces mêmes fascistes comme en Inde ou aux Philippines.

Tant de raisons qui montrent qu'il faut travailler à renverser l'ordre établi dans son ensemble.

Tant de raisons qui visent au même point central : s'organiser et lutter.

Loin d'être un mantra, c'est une vérité historique. Nos ennemis bourgeois, ceux qui ont déjà l'État, qui ont leur police, leur armée, leurs législations, organisent depuis des décennies désormais des campagnes d'encerclement. Ils isolent et ne médiatisent pas les grèves pour éviter qu'elles se généralisent. Ils ont détruit et continueront à tenter de détruire les organisations révolutionnaires qui cherchent à nous faire relever la tête.

Ils ignorent les réussites de nos mouvements, comme la fermeture du local fasciste de Clermont-Ferrand le mois dernier. Ils installent l'idée que la lutte ne produit rien, alors que c'est leur propre lutte contre nous qui les maintient au pouvoir. Ils camouflent tant bien que mal le lien qui unit indéniablement les luttes des masses populaires du monde entier pour leur libération.

A chaque fois que les masses se sont révoltées contre cet étouffement imposé par leur classe sur la nôtre, elles l'ont fait par l'organisation et la lutte, qui sont nos armes immédiates pour briser l'encerclement.

Notre devoir de révolutionnaires n'est pas de râler sur la situation, de se terrer face à la montée du fascisme dans de nombreuses régions du monde, de désespérer face à nos frères et sœurs encore désorganiséEs.

Nous devons l'affirmer clairement : il faut s'organiser et lutter. Chercher qui le fait vers chez soi, s'orienter vers les larges masses et apprendre de leurs problèmes pour comprendre comment les résoudre.

Macron, toujours théâtral, a récemment comparé notre époque avec les années 30. Dans ces années là justement, le communiste italien Antonio Gramsci, emprisonné et tué par le fascisme italien, avait écrit depuis sa prison : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ».

Oui, en 2018, le vieux monde de l'impérialisme et de l'exploitation se meurt, il condamne l'humanité à la catastrophe écologique et sociale mondiale. Face à lui, l'antidote des masses populaires du monde entier : s'organiser et lutter.





sommaire

Analyse

- ★ Notre classe *(p.3)*
- ★ Démocratie et travail *(p.4)*

Lutte de classe

- ★ Capitalistes assassins !*(p.5)*
- ★ Réaction à un article de Libé *(p.5)*
- ★ Fermeture du «bastion social» *(p.6)*
- ★ Contrôleurs ennemis du peuple *(p.6)*
- ★ Solidarité internationale *(p.7)*

Résistances

- ★ Déclaration de Georges Abdallah *(p.8)*

International

- ★ Lagwiyann : la montagne d'or *(p.10)*
- ★ Indonésie : séisme et tsunami (*p.11)*
- ★ Brésil : sur le fasciste Bolsonaro (*p.12)*
- ★ Inde : boycott et contre-attaque *(p.14)*
- ★ Manipur : hommage au Cam Irabot (*p.16)*
- ★ Philippines : actualités de la GP (*p.17)*

Culture

- ★ En finir avec Eddy Bellegueule (*p.20)*
- ★ En guerre (*p.20)*

Notre classe
La classe ouvrière aujourd'hui

On entend souvent dans les médias, à la radio, à la télé, que « la classe ouvrière n'existe plus ».

La classe ouvrière, c'est quoi ?

Ce n'est pas juste l'ouvrier en bleu de travail qui sort de la grosse usine ou du chantier. Lors de la grande époque du PCF, dans les années 30, quand on pensait « classe ouvrière », on pensait autant au conducteur de taxi, qu'au facteur, qu'au mécanicien ou au manœuvre, à la femme de ménage ou à l'artisan.

Parce que la classe ouvrière, c'est celle qui produit, conditionne et déplace les marchandises, qu'elles existent physiquement (un objet produit dans une usine, un sandwich dans un macdo) ou non.

La classe ouvrière, ce sont tous les exécutants dans la production de marchandise : un téléconseiller, un mécanicien, un manœuvre, quelqu'un qui fait le ménage, la plonge, le service dans un resto… Toutes ces personnes sont des ouvriers et ouvrières.

Que ce soit en France ou au niveau mondial, en réalité, la classe ouvrière continue à grossir. Seulement, dans notre pays, les immenses usines ont disparues. Mais les grandes concentrations de travailleurs, non ! Par exemple, à l'aéroport Charles De Gaulle, ce sont 80 000 personnes qui travaillent.

Au dessus des ouvriers il y a le travail de tous ceux qui essayent de rendre celui des ouvriers plus productifs. Mais pas pour le profit de la société – pour celui des capitalistes.

Dans notre pays « démocratique », est ce que les ouvriers, ceux qui font à peu près tout, qui se brisent la vie à travailler, est-ce que ces gens là ont du pouvoir ?

Est-ce que dans l'usine, on peut dire ce qui est du gâchis, ce qui est inutile, ce qui est mal fait et qui sert mal le peuple, ce qui est injuste, humiliant, destructeur pour nous ou la planète ?

Est-ce que l'on peut dénoncer quand un travail est inutile ou nocif pour la société ?

Est-ce qu'on peut nous même organiser comment se passe le travail, comment construire les villes pour mieux organiser la production et la distribution, les rendre plus agréables, plus écologiques ?

Est-ce que l'on peut donner des ordres aux cadres et ingénieurs en fonction des besoins, voir nous même devenir à la fois ouvriers et ingénieurs, à la fois exécutant et décideur ?

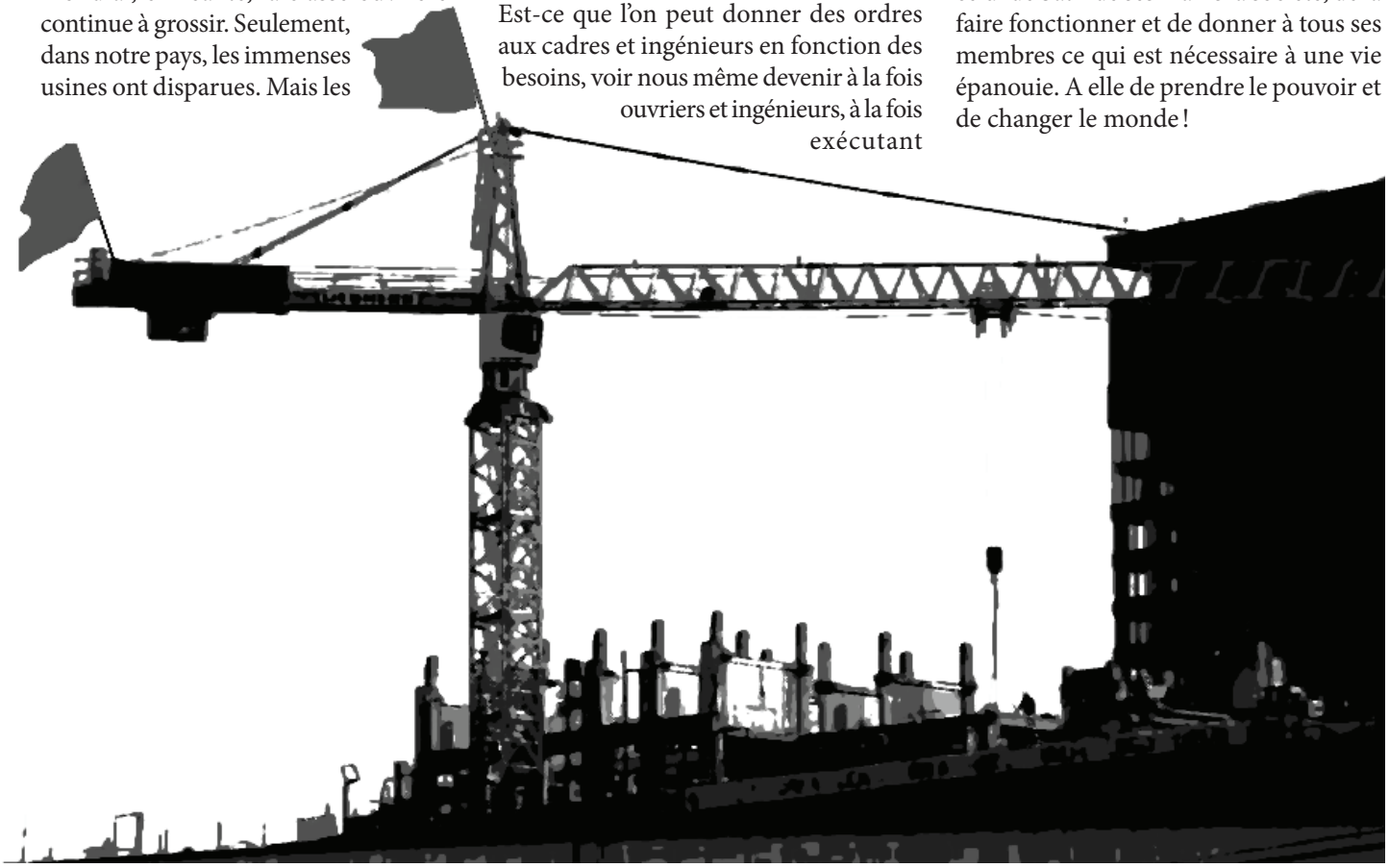
Non, bien sûr que non. La société n'est pas faite comme ça. La seule solution, c'est d'essayer de se battre contre les autres pour ne plus être un simple ouvrier. Et rare sont les élus.

Alors, ou est la « démocratie » pour les ouvriers si l'on ne peut décider de rien qui nous concerne directement ?

La démocratie, c'est juste pour les bourgeois : un thermomètre qui permet de prendre la température de la colère, et de donner un peu plus quand ça risque de leur péter à la gueule.

Mais tous les gens qui ont vécu au 15è étage d'une tour, à coté d'un échangeur autoroutier, qui se sont organisés contre le flicage anti-syndical dans une usine, qui ont bloqué leur lieu de travail après des licenciements ou des abus de pouvoir, ou qui ont passé leur vie dans un village qui a vu tous ses services fermer les uns après les autres, ces gens là savent bien que pour les ouvriers, la démocratie n'existe pas.

La classe ouvrière possède le vrai pouvoir : celui de bâtir de ses mains la société, de la faire fonctionner et de donner à tous ses membres ce qui est nécessaire à une vie épanouie. A elle de prendre le pouvoir et de changer le monde !



La démocratie et le travail

On nous raconte chaque jour que la société capitaliste n'a pas d'alternative. Elle est démocratique, les gens vivent heureux, nous sommes dans l'abondance… bref, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Si l'abondance et la richesse sont des mythes auxquels personne ne croit – il suffit de vivre avec 1000 € ou moins par mois pour s'en rendre compte, comme c'est le cas de beaucoup de travailleurs (le salaire médian des non cadres s'élevant à peine 10 % au dessus du smic !), beaucoup de gens pensent encore que la société est effectivement démocratique.

Pourtant, au quotidien, on décide rarement de grand chose. On ne participe pas à décider de comment fonctionne la société. On ne dirige rien, même au niveau local.

Dès qu'on rentre dans l'usine ou dans l'entreprise, alors là, la démocratie n'est même plus un rêve. On doit obéir à tous les ordres même les plus humiliants. Les droits de bon sens sont bafoués, comme le fait de ne pas avoir le droit d'aller aux toilettes, de boire quand on a soif ou de manger quand on a faim, de se reposer quand on est trop fatigué… Dans les usines, les entrepôts, les restaurants et tous les lieux ou il y a des ouvriers, la discipline de caserne encadre les travailleurs et les travailleuses, avec des petits chefs qui n'hésitent pas à humilier les gens. Celles et ceux qui ont travaillé "à la chaîne", dans un restaurant, une usine ou un entrepôt, peuvent témoigner du caractère anti-démocratique du cheffaillon qui hurle pour faire augmenter la cadence et s'attaque à ceux qui sont trop lents.

Le plupart du temps le travail est tellement détaché de nos besoins, de nos préoccupations et de ceux de la société, le rythme est tellement séparé du rythme humain, que ça nous parait complètement grotesque.

Le travail, c'est l'activité principale de la société ; celle où est produit tout ce qui est nécessaire pour la vie humaine, et pour le reste des activités. Mais selon les intellectuels bourgeois, quand on sort du travail, on deviens un citoyen "égal aux autres" !

Pourtant, en dehors, on reste tributaire du travail : notre salaire, d'abord, détermine beaucoup de choses. Est ce qu'on peut partir en vacances ? Est ce qu'on peut se libérer du temps en payant une nounou, en prenant un appartement proche de son lieu de travail, en payant un prof particulier à son enfant plutôt que de l'aider à faire ses devoirs ou le laisser se débrouiller seul ?

Ensuite, les horaires déterminent aussi beaucoup de choses.

Enfin, on reste quand même tributaire de ce qui est produit : on ne peut acheter que ce qui est fabriqué par ces entreprises où le patron à tous les droits et où la dictature est la norme. Certains disent qu'on pourrait acheter bio, local, etc. mais les barrières qui se dressent devant nous ne sont certes pas infranchissables une à une, mais tellement nombreuses qu'on ne peut pas toutes les franchir. Il y a le temps, il y a l'argent, il y a les nécessités, les habitudes, les addictions, les problèmes du quotidien, le manque d'information…

En bref, on ne décide de rien : ni des grandes orientations de la société, ni du travail, ni de la consommation. On à jamais appris à diriger quoi que ce soit. Et on nous dis que la société est "démocratique" parce que nous avons le droit de mettre un bulletin dans une enveloppe, après des mois de débat encadrés de A à Z par les capitalistes, pour décider du visage du représentant de la bourgeoisie.

A La Cause Du Peuple, nous n'appelons pas ça une démocratie car nous ne sommes pas des hypocrites. Il s'agit de la dictature de la classe dominante, la dictature de la bourgeoisie.



Les capitalistes sont des assassins



En 2018, la classe ouvrière « n'existe plus » selon nos dirigeants, selon la plupart des politiciens, des penseurs et des patrons. Pourtant, les ouvriers et ouvrières continuent à mourir de leur travail.

La classe ouvrière dans le système capitaliste n'a qu'un seul rôle. Celui de produire le plus de valeur marchande en le moins de temps possible. Dans un monde socialiste, les ouvriers et ouvrières répondent au besoin du peuple ; à leur propre besoins ; et dirigent leur travail. Pas dans le monde capitaliste.

Dans le Tarn, deux ouvriers sont morts dans un « accident de machines ».

A Saint Lazare à Paris, un ouvrier est percuté par un train. Comment est ce possible qu'il soit mis autant en danger ?

La privatisation de la SNCF, la dégradation des conditions de travail, à pour but de tirer le plus de valeur des ouvriers et ouvrières du rail, d'augmenter leur exploitation. Pour cela, les capitalistes sont prêt à mettre en danger de mort les travailleurs.

Les morts au travail ne sont pas morts dans un accident mais assassinés par les capitalistes qui imposent des conditions de travail dans lesquels la mort est un risque à envisager.

Chaque année, ce sont 500 ouvriers et ouvrières qui sont tués : beaucoup au volant d'un véhicule, où la fatigue leur fait avoir des accidents. Nombreux sur les chantiers, ou les conditions de sécurité sont rarement respectées. Et on ne parle ici que des morts ; beaucoup de postes de travail ne tuent pas directement mais détruisent le corps et la santé.

Combien de caissiers et caissières ne peuvent plus rien faire car leurs bras, leur dos, leurs épaules sont réduites en bouillie ? Combien de coursiers en vélo ou scooters sont paralysés par un accident car il doivent livrer un plat chaud ? Combien de manutentionnaire ou d'ouvriers de production ont le dos en bouillie et peinent à marcher ? Combien d'entre nous meurent juste en arrivant à la retraite ?

Les accidents du travail ne sont pas des faits isolés. Ce sont des crimes des capitalistes.

Pour ta dignité, bas toi !

Crée un comité de lutte !

Diffuse « La Cause du Peuple ! »

Réaction à un article de Libération

Libération mettait en ligne, il y a quelques jours, un article basé sur des témoignages de cheminots. Ils disaient "la direction a gagné contre notre grève, ils se lâchent, ils n'ont plus de pitié".

Beaucoup de gens pensent encore que leurs avantages sociaux, leurs salaires, sortent d'une "collaboration" entre eux et leurs patrons, qu'il y a un "dialogue", etc. Dans les petites entreprises, le patron profite souvent du rapport humain pour prétendre que "c'est grâce à lui qu'on travaille" et que "lui aussi à souffert pour arriver où il est". Bref : les patrons et leurs larbins veulent faire croire aux ouvriers qu'ils ont des intérêts communs avec eux.

Une fois de plus, on voit que c'est totalement faux.

Les patrons, les bourgeois ne nous donnent que ce que nous arrivons à prendre. Et ils nous le reprennent dès qu'ils le peuvent, dès que nous baissons la garde ! Les cheminots ont perdu une lutte, et maintenant beaucoup sont en procédure de licenciement ou souffrent de sanctions basées sur de fausses accusations. La seule vraie raison est qu'ils ont fait grève !

L'entreprise de livraison Deliveroo, qui engage des indépendants pour réaliser le travail de livraison, a demandé lors d'un piquet de grève à un livreur de prendre une photo détaillée du visage des personnes qui bloquaient le restaurant. Le but est évidemment de les virer… Il n'y a pas de protection judiciaire, mais il y a des gens combatifs, alors les capitalistes n'hésitent pas à virer.

Voilà ce que c'est, le capitalisme. Un monde où les bourgeois pour leur profit baissent sans cesse les salaires, rendent le travail plus dur, et quand les gens se révoltent, on les vire, on leur marche dessus. Et si il faut, on enverra les flics ou les militaires.

Le capitalisme n'a pas de pitié. Le patron, grand ou petit, et ses larbins, n'ont qu'un objectif : casser la résistance, casser la fierté, casser la dignité et obliger à produire toujours plus pour un salaire toujours plus bas.

Les capitalistes n'auront aucune pitié contre les humains, ils n'en auront également aucune contre la nature, malgré le vernis écolo (green-washing) des grandes entreprises.

Seule la lutte, dirigée par un mouvement organisé et structuré, qui crée des structures capables d'utiliser toutes les formes de luttes et de protéger physiquement les grèves, peut permettre à la grande majorité des travailleurs d'espérer un avenir meilleur. On ne peut plus attendre que les mouvements explosent spontanément, que les choses se fassent toute seule. Il faut commencer immédiatement la propagande et l'organisation !

Fermeture du “bastion social” à Clermont-Ferrand



Le 16 octobre dernier, le « bastion social » de Clermont-Ferrand a annoncé la fermeture de son local dans la ville, ce qui signifie la suspension de ses activités dans la région.

Le groupe « bastion social » issu du GUD, est une organisation fasciste qui s'organise depuis quelques années pour ouvrir des locaux comme des bars, qui servent de base d'appui pour s'implanter dans un quartier, diffuser de la propagande fasciste dans des réunions et conférences, et intimider les habitants. Leur vernis « social » est mis en place à travers des programmes « pub » de distribution de nourriture aux sans domicile fixes jugés suffisamment européens, calqués sur le modèle de Casapound en Italie. Dans la pratique, ces programmes sont effectués en intermittence, et souvent loin du nom « bastion social », preuve que les fascistes cachent leur ligne politique.

Seulement, ce n'est pas en changeant le nom que l'on change la nature d'une organisation. Les fascistes du « bastion social » ne font pas exception. A Clermont-Ferrand comme ailleurs à Strasbourg ou Marseille, leur implantation a causé de nombreuses manifestations. Plusieurs cas de violence en réunion sont déjà imputés à ce groupe.

Protégés par la police, les fascistes ont pu s'installer dans quelques villes, mais à Clermont-Ferrand, ils ne seront pas restés longtemps.

Plusieurs attaques sur le local fasciste ont été menées par les organisations Cellule Antifasciste Révolutionnaire d'Auvergne (CARA) et Jeunes Révolutionnaires (JR) afin de le rendre inopérable. Cette tactique s'est avérée gagnante, puisque le « bastion social » a annoncé la fermeture de son local le 16 octobre, alors que son principal cadre à Clermont-Ferrand s'était déjà ridiculisé sur les réseaux sociaux la veille en pointant du doigt l'incapacité du « bastion social » à faire quoi que ce soit. Ces actions déterminées ont mis plusieurs personnes sous le feu de la répression policière.

C'est la deuxième victoire d'envergure des antifascistes de Clermont, plusieurs années après les mobilisations successives et réussies contre l'implantation locale du Front National, dirigées déjà à l'époque par la CARA.

Nous adressons notre soutien total aux sympathisants antifascistes réprimés à Clermont-Ferrand et partout ailleurs ! Détruisons les locaux fascistes partout où ils émergent !

Contrôleurs, ennemis du peuple !

Le prix des transports est de plus en plus exorbitant. Que ce soit l'essence qui augmente à vue d'oeil, les abonnements des transports en commun dont les prix grimpent, les tickets à l'unité qui explosent ou encore le prix des longs trajets, se déplacer devient de plus en plus difficile pour les travailleurs et travailleuses les moins aisés. Partir en vacances ou en weekend devient inaccessible à cause du prix du transport. Par exemple, à Noël les billets en aller-simple peuvent dépasser les 100 euros !

Dans les grosses entreprises de transport, il y a plusieurs types de travailleurs. Il y a d'abord les ouvriers et ouvrières, qui font tourner le système, qui conduisent les bus, réparent les trains, les rails, les systèmes électriques, etc. Et il y a les contrôleurs.

Le 13 octobre, une note nous apprend que dans le centre SNCF d'Asnières, les contrôleurs sont incités à mettre le plus d'amendes possible pour gagner un chèque cadeau d'une valeur de 250, 100 ou 50€ sous la forme d'un « jeu concours ».

Le métier de contrôleur puait déjà la merde. Les contrôleurs zélés qui parcourent les wagons et les couloirs des métros étaient déjà nombreux, mais il en reste parfois qui laissent passer des gens, ferment les yeux régulièrement sur des petites infractions.

Pour combattre ça, la SNCF déshumanise les fraudeurs qui sont souvent les plus pauvres et les plus précaires, les jeunes, les étudiants. Elle incite les contrôleurs à chercher la petite bête, le petit truc qui n'est pas parfaitement en règle, pour mettre une amende, car plus ils mettent d'amende, plus ils auront de chance de gagner les chèques cadeaux.

C'est à ça que ressemble le monde vers lequel nous allons, un monde où il est rentable de mettre des amendes à des gens qui n'ont pas les moyens de payer, ou tout simplement qui aimeraient mettre leur argent dans quelque chose de plus utile pour améliorer un petit peu le quotidien. Les gens qui ont eu cette idée devraient avoir honte, mais il est plus probable qu'ils se réjouissent et ont gagné des primes à trouver des nouveaux moyens d'emmerder le peuple.

Les contrôleurs n'ont jamais été « des travailleurs comme les autres » mais les flics des transports en commun qui ont pour rôle de racketter une fois de plus les travailleurs, qui ont déjà été exploité une première fois à l'entreprise.

Contre les contrôles, contre les amendes qui nous mettent dans la merde, organisons nous !

France-Philippines
De Hyatt à Sumifru et Sagay, solidarité internationale de classe contre la répression

Depuis plus d'un mois, les ouvrières et ouvriers de l'hôtel Park Hyatt Vendôme à Paris sont en grève pour combattre les pratiques anti-syndicales et anti-employés de leur entreprise. Ils demandent entre autre l'emploi direct de tous les sous-traitants ainsi que des élections professionnelles et des droits pour l'activité syndicale. Au 18ème jour de leur grève, les ouvrières et ouvriers ont été attaqués par le personnel de sécurité défendu par la police, et deux grévistes, Soufiane et Moussa ont fini à l'hôpital.



Dans l'entreprise Sumifru Philippines Corp, une multinationale japonaise d'export de bananes, les ouvrières et ouvriers en grève depuis le 1er octobre ont eux aussi connu des dispersions violentes par des gangsters privés engagés par leur employeur pour faire le sale boulot.



Aux Philippines, plus de 172 fermiers ont été assassinés sous la présidence de Duterte alors qu'ils tentaient d'affirmer leur droit à la terre sur laquelle ils travaillent, exploités par les propriétaires terriens et les grandes multinationales. Le 20 octobre 2018, 9 fermières et fermiers de la

Fédération Nationale des Travailleurs Sucriers (NFSW) ont été tués alors qu'ils se reposaient par des mercenaires engagés par les compagnies privées. C'est le massacre des 9 de Sagay, une attaque violente des milices patronales et de l'Etat (qui a immédiatement blâmé les fermiers d'avoir été communistes) contre les travailleuses et travailleurs syndiqués et organisés des Philippines.

Depuis la France ou les Philippines, la classe ouvrière ne fait qu'un, et doit se défendre contre les attaques violentes de la répression. Nous adressons notre solidarité à toutes les justes luttes des masses populaires, de Hyatt à Sumifru, de Paris à Sagay.

Prisonniers politiques
Déclaration de Georges Abdallah

Le week-end du 20/21 octobre avait lieu devant la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) une manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, prisonnier politique emprisonné par l'impérialisme français depuis plus de 34 ans. Venus de l'ensemble de l'État français pour défendre son combat, des activistes révolutionnaires ont défilé en chantant les slogans « Il est de nos luttes, nous sommes de son combat, libérons Georges Abdallah ! ». Cette manifestation fait écho à celle de Juin dernier à Paris, et les organisations révolutionnaires comme la Cause du Peuple et Jeunes Révolutionnaires étaient et seront présentes pour la libération de notre camarade Georges Abdallah.Nous publions ici sa déclaration à l'occasion de la venue de ses camarades devant la prison où il est retenu.



Cher « e » s Camarades, Cher « e » s ami « e » s,

À l'aube de cette 35e année de captivité, certainement, vous n'êtes pas sans savoir quelle force et quel enthousiasme votre rassemblement, aujourd'hui, m'apporte ici dans ces sinistres lieux. Je dois vous dire Camarades, que votre présence en ces moments face à ces abominables murs et autres miradors touche aussi la plupart de mes codétenus, et leur fait chaud au cœur. Voyez-vous, l'ambiance, toute l'ambiance change dans ces sinistres lieux quand l'écho de la vie agissante vient percuter la platitude sans nom de la quotidienneté carcérale mortifère… Ainsi, tout près de nos cellules, la résonance de votre présence suscite beaucoup d'émotion et autant d'animation et pas mal de discussions…

Comme vous voyez Camarades, par-delà ces barbelés et ces miradors qui nous séparent physiquement, nous voici toujours ensemble, résolument debout, face à cette nouvelle année de captivité qui s'annonce aussi pleine de luttes et d'espoirs.

Vous savez, des années, de très longues années derrière ces abominables murs, ce n'est pas vraiment si simple à affronter au quotidien ; c'est humainement presque insupportable. Il n'en demeure pas moins camarades, grâce à la solidité de votre engagement, c'est toujours ici la même émotion et surtout la même détermination en écho à votre mobilisation solidaire.

Bien entendu Camarades, si l'on tient debout tout au long de ce parcours dans les conditions de détention qui sont les nôtres, c'est aussi, faut-il le souligner, grâce à ces diverses initiatives solidaires que vous avez su développer un peu partout tout au long de ces années.

Il est inimaginable Camarades, d'envisager de pouvoir affronter durant des années la politique d'anéantissement dont font l'objet les protagonistes révolutionnaires incarcérés, sans la mobilisation solidaire assumée tout particulièrement sur le terrain de la lutte anticapitaliste / anti-impérialiste. C'est

justement sur le terrain de cette lutte que l'on peut, et que l'on doit, apporter le soutien le plus significatif à nos camarades embastillés et fortifier ainsi leur résistance. C'est toujours ensemble, dans la diversité de l'expression solidaire, que l'on peut et l'on doit faire avancer la mobilisation en assumant toujours plus le terrain de la lutte réellement en cours. C'est certainement dans la dynamique globale de la lutte en cours, que toute initiative solidaire permet aux camarades incarcérés de transcender leurs conditions de détention et de s'inscrire effectivement dans le mouvement en tant que protagonistes révolutionnaires opérant dans les conditions spéciales qui sont les leurs.

Ceci dit Camarades, nous sommes tous censés savoir que de nos jours, dénoncer la politique d'anéantissement dont font l'objet les protagonistes révolutionnaires incarcérés, démasquer « l'acharnement judiciaire » et tout ce qui ressemble plutôt à « une vengeance d'État » ne sera d'une quelconque efficacité quant à la libération de nos camarades, que dans la mesure où l'on arrive à inscrire cette démarche dans le processus global de la lutte en cours, en vue d'un changement de rapport de forces. C'est toujours en fonction de cette approche que l'on peut mesurer l'efficacité de telle ou telle démarche.

Camarades, pas besoin d'être expert pour constater les contours de cette crise qui secoue les piliers du système, et ne cesse de s'aggraver, jetant dans la misère des millions d'hommes et de femmes.

D'un pays à l'autre, les mesures préconisées au service du capital sont presque toujours identiques : faire supporter aux masses populaires les frais d'entretien de leur système d'exploitation moribond.

Force est de constater camarades, que ces mesures mêmes ne font qu'amplifier l'étendue des sinistres et accentuer encore plus la dynamique de la crise.

Force est de constater Camarades, que les contradictions inter-impérialistes commencent à structurer de plus en plus les relations internationales et à occuper le devant de la scène mondiale. Personne n'est censé ignorer que la tendance à la guerre s'est toujours nourrie de la dynamique propre du capitalisme ; elle est inscrite en quelque sorte, dans le code génétique du capital.

Force est de constater camarades, que le budget de la défense dans les divers pays impérialistes ne cesse de grimper.

Force est de constater camarades, que la peste brune se manifeste bruyamment et sans fard, s'organise un peu partout en Europe et arrive même à s'imposer principale force politique dans certains pays.

Personne n'est censé ignorer que la convergence des luttes est plus qu'indispensable pour aller de l'avant dans la construction de l'alternative révolutionnaire appropriée.

Le bloc historique des travailleurs se construit et se structure dans la dynamique globale de la lutte dans toutes ses composantes. Ce n'est qu'à travers cette dynamique globale, que la lutte de classe rend manifeste les potentialités politiques du mouvement en cours, poussant les masses des prolétaires agissant à s'approprier son expression politique consciente. En s'appropriant l'expression politique consciente de leurs intérêts de classe, les masses des prolétaires se redécouvrent en tant que sujet de leur histoire et de l'histoire tout court. Ce n'est que dans ce processus de l'agir ensemble que les divers protagonistes de la lutte révolutionnaire ici et ailleurs de par le monde arrivent à construire l'alternative appropriée et à mettre un terme à l'agonie du capitalisme moribond dans sa phase de putréfaction avancée… à savoir l'agonie du capitalisme réellement existant.

Ce n'est qu'ensemble, et seulement ensemble que les prolétaires et les diverses composantes des masses populaires de ce pays, peuvent endiguer et conjurer la montée en puissance de tous les processus de fascisation en cours…

Encourageons, toujours plus Camarades, les divers processus de convergence des luttes aussi bien au niveau local qu'au niveau régional et à plus forte raison au niveau international.

La bourgeoisie arabe dans sa plus grande majorité a choisi son camp sans fard… La Palestine au quotidien nous donne à nous tous des leçons d'abnégation et de courage d'une exceptionnelle portée. Plus que jamais les masses populaires palestiniennes, en dépit de toutes les traîtrises de la bourgeoisie, assument leur rôle de véritable garant de la défense des intérêts du peuple.

Bien entendu il y a toujours des critiques légitimes et il y en aura toujours. Seulement face à l'occupation et à la barbarie de l'occupant, la première réponse légitime que l'on doit afficher avant tout autre chose est la solidarité, toute la solidarité avec celles et ceux qui, par leur sang, font face à la soldatesque de l'occupation.

Les conditions de détention dans les geôles sionistes ne cessent d'empirer de jour en jour. Et comme vous le savez Camarades, pour y faire face la solidarité internationale s'avère une arme indispensable…

Tout naturellement les masses populaires palestiniennes et leurs avant-gardes révolutionnaires peuvent toujours compter sur votre mobilisation et votre solidarité active. C'est une belle occasion pour dire aux criminels sionistes que le peuple palestinien n'est pas seul.

Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur de la Palestine et de sa prometteuse Résistance !

La solidarité, toute la solidarité avec les résistants dans les geôles sionistes, et dans les cellules d'isolement au Maroc, en Turquie, en Grèce, aux Philippines et ailleurs de par le monde !

La solidarité toute la solidarité avec les jeunes prolétaires des quartiers populaires !

La solidarité toute la solidarité avec les prolétaires en lutte !

La solidarité toute la solidarité avec le peuple Kanake !

Honneur aux Martyrs et aux masses populaires en lutte !

À bas l'impérialisme et ses chiens de garde sionistes et autres réactionnaires arabes !

Le capitalisme n'est plus que barbarie, honneur à tous ceux et celles qui s'y opposent dans la diversité de leurs expressions !

Ensemble Camarades, et ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons !

À vous tous Camarades et ami « e » s mes plus chaleureuses salutations révolutionnaires.

Votre camarade Georges Abdallah

Guyane/Lagwiyann
Le projet Montagne d'Or

Alors que le dernier rapport alarmant du GIEC sur le réchauffement climatique vient de sortir, les impérialistes organisent en ce moment même le pillage de la Guyane, colonisé par la France en 1630.

Depuis quelque temps l'État Français encourage les bourgeois de tout pays à venir participer au pillage de la Guyane avec des projets de construction de gigantesques exploitations minières. Parmi eux, le projet Montagne d'Or porté par le consortium russo-canadien NordGold/Columbus Gold, qui devrait démarrer dès 2018. Il s'agirait de la plus grande mine d'or jamais exploitée sur le territoire français.

Ce projet, c'est le symbole de l'impérialisme, la toute puissance des multinationales et consortiums, des banques et de l'oligarchie financière, l'exploitation la plus inouïe, l'oppression la plus inhumaine des masses populaires, pour quel but ? L'extorsion du superprofit. C'est aussi le symbole de capitalisme qui NE PEUT régler la crise écologique. Alors que la bourgeoisie nous avait fait tout un grand spectacle avec la COP21 de Hollande et « Make our planet great again » de Macron, la réalité matérielle est bien différente.

Comme nous l'avons vu dans notre article « Tribune : La démocratie et le travail », le peuple n'a pas le pouvoir, on ne participe pas à décider comment fonctionne la société, même au niveau local, ce projet en est l'exemple parfait : plus de 70 % des Guyanais considèrent que le projet Montagne d'or représente un risque important pour l'environnement et donc refuse catégoriquement ce projet, de plus les chefs coutumiers amérindiens ont affirmé à de nombreuses reprises leur opposition à ce projet.

Quelles sont les conséquences, pour le peuple Guyanais ?

Ce projet est dévastateur, rien que l'alimentation nécessaire à la mine (20 MW par jour) représente l'équivalent de la consommation journalière cayenne, la consommation est telle que la construction d'un barrage ou d'une centrale biomasse est nécessaire, une augmentation du coût de l'électricité est donc à prévoir. Le projet engloutirait au moins 420 millions d'euros d'argent public, en gros, c'est nous qui payons un projet qu'on ne veut pas (notons au passage quela volatilité du cours de l'or et la dépendance au taux de change euro-dollar créent une incertitude réelle sur la rentabilité de l'ensemble du projet, si la rentabilité venait à se dégrader, le projet ne serait plus rentable et les capitalistes feraient tout pour la rétablir, notamment en réduisant les dépenses, au détriment de celles sur lesquelles ils ont des marges de manœuvre et l'environnement).

Avec cette exploitation minière, l'empreinte CO^2 de la Guyane augmentera de 50 %, mais à côté de ça les bourgeois nous dirons toujours qu'il suffit de moins consommer pour arrêter le réchauffement climatique dont nous serions les responsables. Les 46500 tonnes de cyanure nécessaire à l'extraction de l'or contamineront les sols et les nappes phréatiques à jamais. Mêmes lorsque les mines d'or seront fermées, les gravats traités au cyanure émettent des acides sulfuriques toxiques pendant des décennies.

L'extraction aurifère industrielle nécessite par ailleurs des quantités d'eau astronomiques. En moyenne, 140 000 litres d'eau par heure sont nécessaires, ce qui correspond à la consommation d'eau annuelle d'un foyer de trois personnes (en Allemagne). L'eau contaminée est stockée dans des bassins de rétention recouverts d'un film étanche puis partiellement retraitée. De fortes pluies susceptibles de provoquer des débordements ou des ruptures de digues et des micro-perforations pouvant endommager le film constituent de grands risques environnementaux. Les ruptures de digues sont fréquentes. En 2000, des boues contenant des métaux lourds ont contaminé la Tisza, le plus grand affluent du Danube, en Roumanie. Toute forme de vie a été détruite dans les cours d'eau. La charge polluante a été détectée jusque dans le Danube, pourtant éloigné de plusieurs centaines de kilomètres.

A cela s'ajoute l'abattage d'arbres géants dans les forêts vierges. Des pelleteuses creusent la terre, laissant derrière elles des paysages lunaires. 1 000 kilos de déchets toxiques et de déblais seront produits pour obtenir seulement 0,24 gramme d'or. Or qui sera utilisé uniquement par la bourgeoisie (la joaillerie et la finance utilisent plus de 90 % de l'or entier sur la planète).

Tout ça pour 12 ans d'exploitation de la mine !

Rappelons que dans le capitalisme, le seul curseur pour la production est l'accumulation du capital, c'est à dire le fait de reproduire ce qui est consommé et de produire un surplus, qui sera accumulé par la classe détenant les moyens de production, la bourgeoisie, le capitalisme ne peut donc pas résoudre la crise actuelle, peu importe le discours !



Face à cette nouvelle attaque de la bourgeoisie, on a et on aura toujours raison de se révolter !

Socialisme ou extinction !

Les masses ne laisseront pas faire !

Diffuse « La cause du Peuple » !

Indonésie

Séisme et tsunami, une catastrophe naturelle et sociale

Le 28 Septembre dernier, un séisme suivi d'un tsunami a touché l'île des Célèbes située en Indonésie à l'est de Bornéo. Depuis cette catastrophe, les ONG rapatrient leur personnel et l'île souffre d'un bilan humain et matériel immensément lourd, moins de 15 ans après la double catastrophe séisme et tsunami qui avait touché l'archipel en 2004, faisant plusieurs centaines de milliers de morts.

Il est grand temps d'arrêter de parler de « catastrophes naturelles » pour désigner les séismes ou les tsunamis. Non, ce sont des catastrophes naturelles ET sociales. Le séisme et le tsunami qui ont frappé l'Île des Célèbes en Indonésie ont fait plusieurs milliers de victimes, et plus d'une semaine après la catastrophe, des milliers encore restent portées disparues alors que les conditions sanitaires sur l'Île sont désastreuses.



À première vue, on se dit que c'est une catastrophe naturelle, que c'est tragique, mais que ce n'est pas un sujet sur lequel il y a des différences entre les classes sociales, quand on entend ce genre d'info, on ne se dit pas spontanément qu'on a plus le chance de mourir dans un tsunami si on est pauvre que si on est riche, et pourtant c'est le cas.

Il y a une grande différence entre les pays dans la façon de subir une catastrophe naturelle. Là où dans les pays impérialistes, les gens auront des logements équipés pour résister à un séisme, dans les pays dominés, les gens n'auront souvent même pas les moyens d'avoir une logement en dur. Là où dans un pays impérialiste une région aura les moyens d'installer des détecteurs de séisme et de tsunamis ultra précis permettant d'alerter la population longtemps avant l'événement, dans un pays dominé, une région devra se contenter d'outil rudimentaires, imprécis, comme ce fut le cas en Indonésie. Là où des riches auront les moyens de vivre dans les zones les moins sismiques et dans les zones protégées des tsunamis, les pauvres, eux, n'auront pas le choix que de vivre là où ils ont trouvé de quoi se loger, zone sismique ou non. Là où un pays impérialiste fera construire un digue pour protéger ses grandes villes des tsunamis, un pays dominé n'aura pas les fonds pour en faire de même.

Les inégalités de classe mais aussi les inégalités entre les pays dominés et les pays impérialistes touchent tous les aspects de la vie, même ceux dont on pourrait penser à première vue qu'ils sont épargnés par ces inégalités.

Face à ces catastrophes, les gouvernements des pays dominés se montrent en général impuissants. Aux Philippines par exemple, le gouvernement central était incapable de répondre aux attentes de la population après le typhon Yolanda de 2013. Nous recommandons le visionnage du documentaire : « Yolanda, dépasser la calamité par la Révolution » sur notre chaîne YouTube.

La Cause du Peuple et *Jeunes Révolutionnaires* sur la prise du pouvoir du fasciste Bolsonaro au Brésil

Depuis dimanche soir, la victoire du candidat fasciste Jair Bolsonaro à l'élection présidentielle brésilienne est confirmée. Ces élections ont eu lieu au même moment que celles pour le Congrès Brésilien et les gouverneurs d'Etat, où le PSL, le parti fasciste, devient également une des forces les plus importantes du pays.

Cette victoire d'un fasciste, boycottée par 42 millions d'électeurs et électrices dans un pays où le vote est pourtant obligatoire, est le symptôme des échecs des "réformateurs" de l'Etat compradore brésilien et marque dans le pays le commencement d'une véritable chasse aux sorcières pour tous les révolutionnaires et les communistes.

Cela signifie que, comme dans les nombreux villages ruraux et les 20 universités envahis par la police militaire en amont du scrutin, les niveaux de répression vont augmenter drastiquement. La criminalisation des opposants est à prévoir de manière encore plus intense que le violent Etat brésilien ne l'imposait jusqu'à présent, quand il enfermait les révolutionnaires comme le camarade Igor Mendes..

Notre soutien va aux masses populaires brésiliennes, seules capables de renverser la situation et de dire non aux élections, non à l'intervention militaire, non au fascisme, et oui à la révolution. Le journal La Cause du Peuple salue et se tient fermement aux côtés du journal brésilien A Nova Democracia et l'organisation Jeunes Révolutionnaires salue l'ensemble des organisations de masses au Brésil, la Liga dos Camponeses Pobre (LCP), le Frente Revolucionária de Defesa dos Direitos do Povo (voir photo), le Movimento Estudantil Popular Revolucionário (MEPR) et toutes les autres forces révolutionnaires du Brésil qui se dressent contre le fascisme !

Les camarades d'A Nova Democracia l'ont bien souligné : Apenas o ponto de partida ! Ce n'est qu'un début !

La rédaction de la Cause du Peuple – L'organisation Jeunes Révolutionnaires

Rejoignez les Jeunes Révolutionnaires !

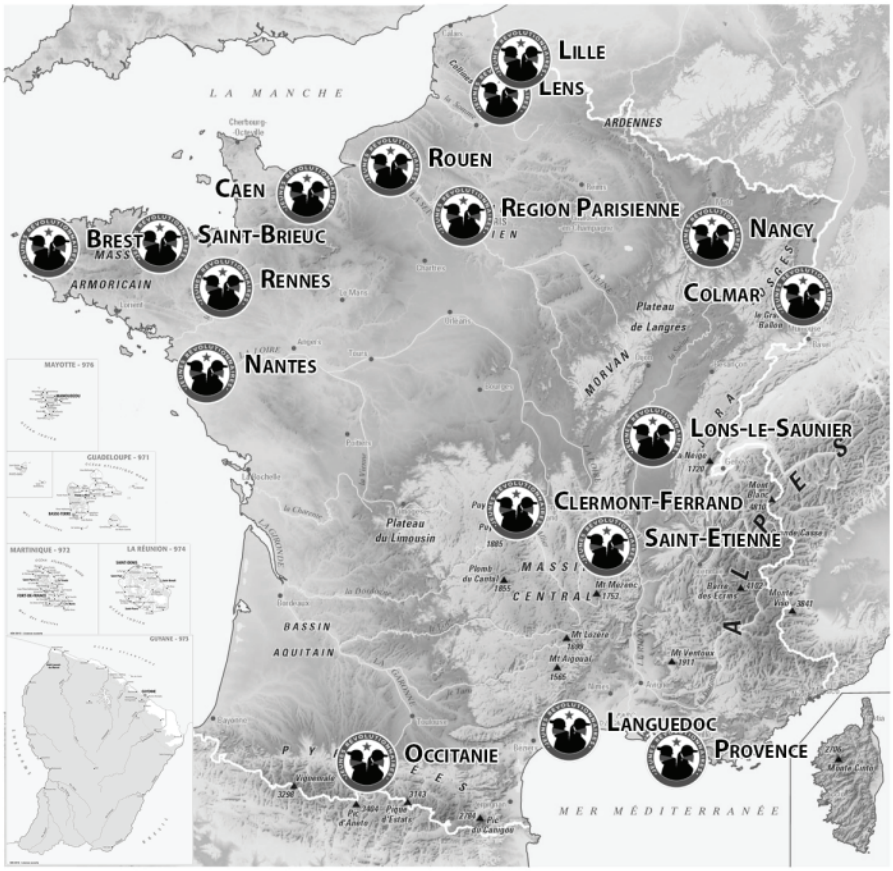
Rencontrez les JR proches de chez vous ou commencez votre branche locale !

Contacts

★ jeunesrevolutionnaires @protonmail.com

★ facebook.com/ JeunesRevolutionnairesDTR/





« Ce n'est qu'un début »

Traduction du journal brésilien A Nova Democracia *après l'élection du fasciste Bolsonaro*

La vérité est qu'une partie des masses, ne voyant aucune alternative qui représente clairement leurs intérêts, et endurcie par des années de récession et de chômage, a été capturée (pour le moment) par ceux qui ont parlé le plus fort « contre tout ce qui est là ». Ceci est démontré par le fait que tous les principaux partis de la « nouvelle république », pas seulement le Parti des travailleurs (PT), ont souffert de la défenestration des anciens « caciques » [dirigeants politiques autochtones,

terme utilisé pour désigner celui qui commande] et une perte considérable de sièges dans les pouvoirs législatif et exécutif. N'oublions pas non plus qu'environ 30 % de l'électorat, soit 40 millions de personnes, ne s'est pas présenté ou a voté blanc ou nul, le plus grand boycott depuis des décennies. Cela marque l'illégitimité de ces élections, en tant qu'instance totalement incapable de représenter la volonté populaire.

En fait, lorsque nous voyons la bourse monter et le dollar baisser à mesure que Bolsonaro avance, il semble évident que le « marché », ce gouvernement invisible, a déjà pris position. Ceci corrobore la thèse, toujours défendue par le journal A Nova Democracia, selon laquelle les élections ne sont rien de plus qu'un jeu de cartes truqué.

Mais que signifie, après tout, une victoire du duo Bolsonaro-Mourão ?

Il faut le dire fermement : sa victoire sera celle de Pyrrhus, pour le simple fait que son gouvernement représentera des intérêts diamétralement opposés à ceux de l'immense majorité du peuple brésilien. Bien que, à court terme, il puisse présenter une apparence solide en débarquant en maître au Congrès national (qui adhèrepresque par inertie à quiconque au gouvernement), son démasquage sera rapide. Deux types de contradictions minent la liste ultra-réactionnaire : la contradiction entre le sommet et ses bases, car, contrairement à ce qu'ils disent, ils gouverneront en faveur de tout ce qui est là, frustrant ceux qui les ont élu [par dégagisme]. ; et au sein même du sommet, déjà divisé entre une aile dite ultralibérale, liée au secteur bancaire international, qui veut tout privatiser dans les meilleurs délais, et une aile qui prétend vouloir « préserver les secteurs stratégiques » identifiés comme les secteurs bureaucratiques du capital monopoliste (discours patriote militaire).

La question des taxes est un exemple éloquent des contradictions insolubles qui se trouvent dans la gueule du loup. Prenons l'exemple du latifundium (« l'agro-industrie ») : il ne survit qu'au prix de subventions d'État massives, sous forme de crédits ou d'exonérations fiscales, et son soutien sera maintenu aussi longtemps que la population dans son ensemble continuera à faire pression sur ses ressources. L'État « minimum » promis ne sera donc que minime en ce qui concerne les droits du travail et les droits sociaux de la majorité, car il continuera à avoir la taille dont il dispose pour la répartition des privilèges de la minorité. La grande « classe moyenne » de petits et moyens propriétaires (dans le commerce, les transports, les services, l'industrie, etc.), qui sont si farouchement « bolsonaristes », recevra bientôt la facture salée de ses dépenses à la station d'Ipiranga [une station d'essence répandue au Brésil]. Leur enthousiasme actuel peut alors se transformer en son contraire.

La crise va donc continuer et, avec elle, le mécontentement populaire et les manifestations. Le 28 octobre ne signifiera ni sa solution, ni une grande « régression », si folle qu'elle tende à devenir une vague anticommuniste, mais seulement le point de départ d'une nouvelle vague de grandes émeutes politiques qui vont inévitablement se produire.

Le grand projet de conciliation nationale représenté par le PT au cours des dernières décennies a échoué et semble s'effondrer. Depuis les luttes de juin, la lutte de classe au Brésil s'est rapidement radicalisée. Marx nous a dit que la révolution sera faite par ceux qui n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes. Ce que nous voyons, c'est que la gauche officielle du pays, liée par un millier de liens à l'ancien ordre, représente ceux qui ont quelque chose à perdre et qui regrettent le temps où les bouleversements sociaux ne venaient pas effacer leur coûteuse stabilité



et perturber leur routine. Et ça, c'est sans parler de ceux qui ont fait fortune en haut de l'appareil d'Etat réactionnaire.

Le Pétisme [l'adhésion au PT] (soutenu par le parti révisionniste du PcdoB et d'autres faux communistes) qui, au cours des dernières décennies, a vendu l'indépendance du mouvement ouvrier populaire, qui l'a démobilisé, l'a dépolitisé et en a fait un appendice inoffensif de la démocratie bourgeoise, s'achève sur cela. L'émergence de l'extrême droite ne découle ni d'une détermination divine, ni d'une loterie. C'est un processus historique qui l'explique. Faire semblant de remplacer la lutte de classe par le populisme tout en appliquant toute la prescription économique de l'impérialisme faisait partie de l'offensive générale de la contre-révolution mondiale déclenchée dans les années 1980 et n'a fait que décevoir les masses. Et tous ceux qui ont nourri des illusions d'une sorte de transformation pacifique et indolore de la société brésilienne, par le haut, respectueuse avec « les autorités et les lois » –nous savons très bien dans quelles classes ces autorités sont recrutées et à qui ses lois servent–récoltent ce qu'ils ont semé et ceux qui s'identifient toujours avec les vrais intérêts du peuple sont obligés de réfléchir avec le plus grand sérieux et la plus grande honnêteté.

Les réformistes considèrent le phénomène réactionnaire comme situé en dehors des classes et des luttes de classes, dans une prétendue lutte entre « civilisation ou barbarie », très peu convaincante pour les malheureux qui connaissent déjà la barbarie aux portes de l'hôpital ou dans les rangs des chômeurs. Ils ne veulent pas vaincre le talon de fer de la réaction dans une lutte à mort, mais le lier aux lois formulées par la bourgeoisie elle-même. À la fin, vous devez toujours faire le deuil du désordre. Ces gens lisaient les philosophes bourgeois et croyaient pieusement que la démocratie bourgeoise était véritablement démocratique, éternelle et immuable. Lima Barreto [un écrivain brésilien], il y a cent ans, était bien en avance sur ces intellectuels contemporains lorsqu'il a déclaré : « La loi ! Quelle moquerie, une gaffe à piller les faibles et les naïfs ! »

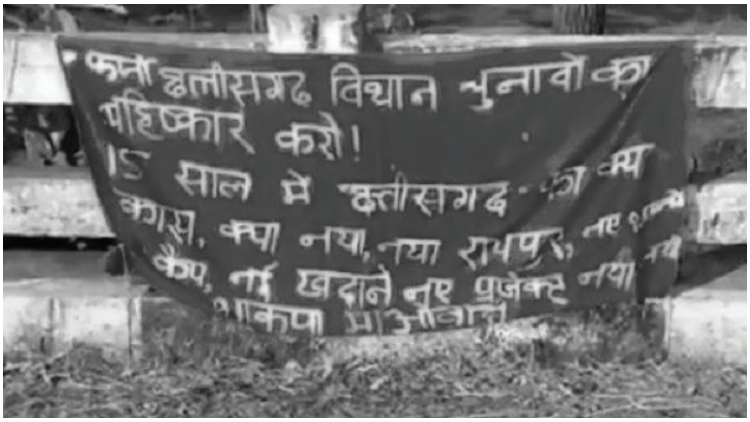
Le processus de réactionarisation de l'Etat bourgeois-latifundium, laquais de l'impérialisme, est inévitable. Quelle autre forme de gouvernement est compatible avec la concentration brutale de revenus, de terres, avec les millions de chômeurs et sous-employés, avec une économie de plus en plus exportatrice ? Il n'y a pas de retour en arrière possible. En fait, la réaction n'a jamais été modérée et n'a jamais eu la moindre pudeur à appliquer ses propres lois si cela est dans son intérêt. S'attaquant aux illusions constitutionnelles, caractéristiques d'une fausse gauche électorale opportuniste, manifestation typique de l'idéologie petite-bourgeoise, Lénine a déclaré : « Si le pouvoir politique dans l'État est entre les mains d'une classe dont les intérêts coïncident avec ceux de la majorité, cet État peuvent être gouvernés vraiment en accord avec la volonté de la majorité. Mais si le pouvoir politique est entre les mains d'une classe dont les intérêts divergent de ceux de la majorité, toute forme de gouvernement majoritaire est tenue de tromper ou de supprimer la majorité. Chaque république bourgeoise fournit des centaines et des milliers d'exemples de ce genre. […] Par conséquent, d'un point de vue matérialiste et marxiste, et non d'un point de vue juridique formel, nous devons dénoncer ce conflit et lutter contre la tromperie bourgeoise du peuple. » [Lénine, Illusions Constitutionnelles 1917]

Ce ne sont pas seulement les régimes fascistes, mais même les constitutions les plus démocratiques qui ont toujours prédit et envisagé les mesures les plus extrêmes contre la rébellion des masses (par exemple les différents états d'exception). Les libertés démocratiques nous servent de moyen de préparation pour les grandes batailles à venir et, dans ce sens, elles doivent être défendues, mais pas de prétexte pour renoncer à ces batailles, qui commenceront tôt ou tard. Après tout, l'antipode du fascisme n'est pas la démocratie bourgeoise, mais la révolution prolétarienne.

Inde
Des bannières "maoïstes" appellent à un boycott des élections dans le Chhattisgarh

Des bannières et des tracts au nom du Parti communiste d'Inde (maoïste) illégal, ont été vus aujourd'hui dans le district de Kanker, dans le sud du Chhattisgarh, appelant la population à boycotter les prochaines élections législatives de cet État. Les bannières rouges écrites en hindi disaient : « Boycottez les élections du Vhathan Sabha Chhattisgarh… Qu'a fait le gouvernement du Chhattisgarh en 15 ans ? » et il a ensuite énuméré : « Naya Raipur, de nouveaux projets, de nouvelles mines, de nouveaux camps de détention », qui au vu des résultats, ont porté préjudice aux tribus. Plusieurs tracts appelant à un boycott ont également été trouvés.

Cependant, tous les appels au boycott électoral n'ont pas été liés aux maoïstes. Par exemple, les habitants du Panchayat de Belakchhar Gram, qui sont pour une majorité indigène, dans le district de Korba, dans le Chhattisgarh, ont annoncé leur intention de boycotter les élections législatives, le gouvernement n'ayant tenu aucune de ses promesses, a rapporté ANI.



Les 90 sièges de l'Assemblée du Chhattisgarh seront élus en deux phases : le 12 et le 20 novembre. Les districts du sud du Chhattisgarh affectés par les maoïstes voteront lors de la première phase du scrutin.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) annonce l'opération Ghamasan visant à contrer l'opération Samadhan du gouvernement

Les maoïstes de l'est de l'Inde ont lancé « l'opération Ghamasan » pour contrer « l'opération Samadhan » lancée l'année dernière par le gouvernement de Narendra Modi afin de mettre fin à l'insurrection naxalite qui agit depuis cinq décennies dans diverses régions du pays.

Alors que Samadhan, en français, signifie solution, Ghamasan signifie farouche. De hauts responsables de la sécurité qui ont lu le document maoïste récemment publié ont déclaré que les rebelles tenteront probablement d'escalader la violence pour se remettre des revers subis ces dernières années.

« Nous avons étudié à fond la nouvelle politique (Samadhan) de nos forces ennemies et avons élaboré notre plan de réponse. Ghamasan est la réponse à Samadhan », indique le document de 11 pages daté du 25 juin et publié par le bureau régional de l'Est du comité central du PCI (maoïste) banni de la politique indienne.

Ghamasan, tout comme Samadhan, est un acronyme. Dans l'ensemble, l'opération Ghamasan est centrée sur l'idée de combiner la « lutte armée » avec la « mobilisation de masse » et d'ouvrir de nouveaux fronts de lutte tout en restant centrés sur « l'auto-rectification ». Il insiste sur l'intensification de la lutte armée en armant plus de personnes et en augmentant la puissance des armes.

La publication exhortait les étudiants, les intellectuels, les activistes culturels, les travailleurs et les agriculteurs à se concentrer sur la construction d'un « large front antifasciste » contre le gouvernement de la National Democratic Alliance (NDA) dirigé par Narendra Modi et à accélérer la construction de mouvements contre les déplacements forcés de population.

« Nous appelons les membres de tous les niveaux des comités du parti, de l'armée de guérilla de libération populaire et des comités populaires révolutionnaires (gouvernements autonomes illégaux dirigés par des maoïstes) à se battre sur la base de la lutte de classe et du droit des peuples à l'autodétermination.. Notre appel aux larges masses, y compris les travailleurs, les agriculteurs, les étudiants, les jeunes, les intellectuels, les journalistes, les activistes de la culture et les femmes a pour objectif de rassembler toutes les forces antifascistes », a déclaré la publication.

Cette publication paraît moins d'un mois après que la police de Pune eut déclaré devant un tribunal que les activistes des droits de l'homme Gautam Navlakha, l'avocat Sudha Bhardwaj et l'idéologue poète-maoïste Vara Vara Rao, entre autres, agissaient au nom des maoïstes pour forger un « front antifasciste ».

La direction de l'Inde orientale du PCI (maoïste) a son siège dans les forêts denses du Jharkhand et est menée par Prashanta Bose alias Kishan-da, le plus expérimenté dirigeant du parti. Actuellement, huit membres du comité central du CPI (maoïste) sont attachés au Bureau Régional Est.

La publication, en circulation dans certaines parties du Jharkhand, du Bihar et du Bengale occidental depuis août, insiste également sur la nécessité de renforcer les « activités du front uni ». Il s'agit d'activités communes avec d'autres organisations démocratiques et légalement actives.

Traduction partielle du média bourgeois hindustantimes



Manipur
Un mois entier commémorant le martyr Hijam Irabot, sa vie, et son militantisme

En septembre dernier, l'Union Démocratique Populaire du Prolétariat du Manipur (MPPDU) a organisé un mois de commémoration consacré à la vie et à la lutte de Hijam Irabot. Fondateur du Parti Communiste du Manipur, Irabot a également lancé la première résistance armée au Manipur. Les Manipuriens honorent Irabot en tant que héros socialiste et héros national.



Le point culminant du mois de commémoration a pris la forme d'une réunion publique le 30 septembre, lorsque plus d'un millier de personnes se sont réunies dans le stade de plein air d'Imphal. L'événement était organisé par Irabot Ningsing Pangba Lup, un comité formé de l'Union des Étudiants Socialistes du Manipur (SSUM), de l'Union Démocratique Populaire du Prolétariat du Manipur (MPPDU) et du Mouvement Féministe Prolétarien du Manipur (PoFM). La journée de commémoration a été filmée et diffusée en direct sur la télévision locale de Manipuri.

Le programme a débuté par un défilé d'élèves très militant, défilé devant une image grandeur nature de Hijam Irabot et en lui rendant un salut militaire. On a entendu la foule crier « Yawolna Yaifare ! » Ou « Vive la révolution ! » pour encourager les étudiants.

Un programme culturel, organisé par les tribus autochtones du Manipur, a suivi par des chants et des danses traditionnels.

Pour le programme principal, des orateurs de l'estrade ont prononcé des discours militants, notamment le camarade Atif Anik, président du Mouvement des Étudiants et Jeunes Révolutionnaires, une organisation basée au Bangladesh, ainsi que du MPPDU et des représentants locaux.

Le programme s'est terminé par des représentations plus traditionnelles de groupes de percussions et de danseurs féminins.

La marche organisée par les camarades après le rassemblement a été interdite par les autorités. À la place, des camarades ont appelé les supporters à descendre dans la rue et à ériger un autel à la mémoire de Hijam Irabot devant leurs maisons. Des milliers de bougies allumées illuminèrent les rues d'Imphal, rappelant le sacrifice de leur héros bien-aimé.



Philippines

La NPA attaque une unité de l'armée de Davao City coupable d'abus, 9 victimes

Dans le but désespéré de se maintenir au pouvoir, on s'attend à ce que le régime Duterte-États-Unis utilise tous les moyens les plus sinistres, notamment les théories du complot, pour justifier le renforcement de sa tyrannie contre le peuple. Alors que le commandement Est de Mindanao de l'AFP tente de provoquer de toute urgence l'hystérie liée au complot auto-inventé du régime avec le complot Octobre Rouge, les unités de la Nouvelle Armée Populaire dans la région contrecarrent les campagnes d'encerclement ennemies par une intensification de la guerre de guérilla.

Le 28 septembre, une unité NPA du Mt. Apo Sub-Regional Operations Command a porté un lourd coup au 3ème Bataillon d'Infanterie à Sitio Indawhong, Brgy. Salaysay, district de Baguio dans la ville de Davao. Vers 14 heures, les combattants rouges ont pris en embuscade un peloton du 3ème Bataillon d'Infanterie et de la CAFGU, tuant quatre soldats ennemis et en blessant grièvement au moins cinq autres.

Moins d'une heure après le combat, les hélicoptères d'attaque ont largué des bombes et des tirs d'artillerie près de Sitio Indawhong et de Sitio Kalachuchi. Pendant près de 24 heures, la région a été soumise à des tirs de mortier continus, entraînant l'évacuation d'au moins 42 familles ou de plus de 200 civils des deux communautés.

Les masses de la ville de Davao se réjouissent de cette récente offensive tactique contre un bataillon atroce de l'AFP responsable d'assassinats extrajudiciaires, de nombreuses capitulations forcées ou fausses de civils, d'actes d'intimidation et de recrutement forcé en vertu de la loi martiale à Mindanao.

L'embuscade de la NPA a été réalisée en tant que justice révolutionnaire contre le 3ème BI, dont les troupes abusives ont semé le trouble dans la vie de Lumad et de paysans avec une impunité vicieuse, enhardies par les instigations fascistes des deux présidents du Gouvernement de la République des Philippines. Rodrigo Duterte et sa fille Sara Duterte, maire de la ville de Davao.

Depuis 2017, dans une tentative désespérée d'attaquer le mouvement révolutionnaire de Davao, des membres ou des éléments en uniforme du 3ème BI se sont retournés contre des civils et ont tué le fermier et ouvrier du bâtiment Ariel Gelberio et le motard Roel Satingasin à Brgy. Lamanan, fermier Rodolfo Dagahuya, Jr. à Brgy. Dominga, le couple d'agriculteurs Jezreel et Dalia Arrabis à Brgy. Tamayong, l'agriculteur Meling Calawag à Brgy. Salapawan.

Les crimes fascistes du 3ème BI se sont intensifiés cette année. Dans le district de Marilog, des soldats du 3e groupe de l'IB ont pillé plusieurs maisons de civils à Brgy. Tamugan et Brgy. Suawan dans au moins deux incidents. Dans le district de Calinan, une famille paysanne a été arrêtée sous la menace d'une arme à feu et contrainte d'admettre de garder une cache d'armes pour le compte de la NPA. N'ayant rien trouvé, l'armée a forcé la famille à se rendre et l'a étiquetée en tant que partisans de la NPA.

Dans Brgy. Tawan-tawan, district de Baguio, en juillet dernier, des agriculteurs ont été soumis à la torture psychologique, détenus en secret pendant plusieurs jours et contraints de se rendre en tant que combattants de la NPA à la suite d'un échange de coups de feu opposant les troupes de la 3ème BI et des combattants révolutionnaires. Dans tous les districts susmentionnés, y compris ceux de Paquibato, Toril et Tugbok, des civils ont été contraints de se rendre en tant que combattants ou partisans de la NPA et contraints de s'enrôler en tant que membres de la CAFGU afin de « se nettoyer ».

Avec toutes ces atrocités à son actif, il est absurde que le 3ème BI se vante du fait que les masses de Davao City embrassent l'opération Oplan Kapayapaan et soutiennent la loi martiale à Mindanao. Contrairement aux opérations de choc, de terreur et de guerre psychologique des troupes fascistes de l'AFP dans les communautés paysannes et Lumad, les combattants révolutionnaires sont immergés dans la campagne 24h/24, prêts à défendre la vie et les moyens de subsistance des Lumad et des paysans.

MT. APO SUB-REGIONAL OPERATIONS COMMAND / NOUVELLE ARMÉE POPULAIRE

Le complot « Octobre Rouge » est une invention

Le Parti Communiste des Philippines (CPP) nie sans équivoque la prétention d'un complot appelé Octobre Rouge du CPP et de la Nouvelle Armée Populaire (NPA) visant à renverser le régime de Duterte d'ici octobre. Le CPP dénonce les Forces Armées des Philippines (AFP) pour avoir conjuré ce complot fictif qui vise clairement à préparer le terrain pour l'application de mesures de plus en plus draconiennes à l'encontre du peuple philippin.

Ce soi-disant complot appelé Octobre Rouge n'est rien d'autre qu'une invention de l'AFP. Comme le reste de la tromperie de l'AFP, il s'agit d'une histoire mal inventée. Ils ont trouvé ces « renseignements » dès le mois de juillet. Duterte, lui-même, a affirmé il y a environ une semaine qu'une conversation téléphonique avait prouvé

l'existence d'un tel complot entre le CPP et d'autres groupes. Ni Duterte ni l'AFP n'ont pu montrer au public la preuve d'un tel complot.

En réalité, la vraie question n'est pas de savoir s'il existe un tel complot, mais ce que préparent Duterte et l'AFP pour octobre. Est-ce une préfiguration d'une déclaration de loi martiale d'ici octobre ? En effet, « Octobre Rouge » ressemble beaucoup aux affirmations de 1972 sur une « rébellion maoïste », que Marcos a utilisé comme justification pour déclarer la loi martiale et imposer sa dictature fasciste.

En préparant ce prétendu complot, l'AFP a clairement pour objectif de justifier la mise en œuvre de mesures de plus en plus sévères sous le prétexte de « neutralisation du complot » afin de cibler des actions de protestation légitimes qui expriment les sentiments d'un peuple mécontent. Le soi-disant complot est pour Duterte un homme de paille à abattre, qui le rendra fort et invincible.

La proposition de l'AFP de mettre en place une force d'intervention censé diriger tous les efforts des agences gouvernementales pour lutter contre le CPP remonte aux années 1950 maccarthystes anti-communistes, qui justifiaient la suppression de divers secteurs démocratiques. En particulier, l'AFP cible les militants étudiants qui comptent parmi les plus actifs du mouvement anti-Duterte. L'AFP est devenue folle en reliant diverses organisations et forces politiques en front ou en complot avec le CPP.

Il est devenu très évident que Duterte et l'AFP sont de plus en plus en insécurité face à la crise économique et politique grandissante. En envoyant son secrétaire à la Défense à Washington, Duterte s'est donné beaucoup de mal pour obtenir l'assurance du soutien américain. Tous ces éléments montrent le désir désespérée des kapit-tuko de Duterte de s'accrocher au pouvoir malgré la crise de plus en plus aiguë et les revendications grandissantes pour son éviction.

En fait, Duterte est le seul responsable de la déstabilisation de son régime. En faisant la sourde oreille aux demandes les plus urgentes du peuple philippin visant à mettre fin aux lourdes taxes TRAIN, à la solution aux augmentations de prix incessantes, aux augmentations de salaire, à la sécurité et à l'emploi, ainsi qu'à leur revendication de mettre fin au terrorisme d'État, aux violations généralisées des droits de l'homme, narco-politique et corruption capitaliste bureaucratique, Duterte incite de plus en plus de gens à se lever pour protester et à résister à son pouvoir.

Depuis la fin de l'année dernière, le Parti a appelé le peuple philippin à s'unir et à mener toutes ses luttes contre le régime fasciste et fantoche de Duterte. Un large front uni de forces démocratiques a émergé au sein d'alliances formelles et informelles réunissant un large éventail de forces progressistes et patriotiques, ainsi que divers groupes d'hommes politiques, de religieux et de milieux d'affaires. Des fonctionnaires désenchantés de l'armée et de la police attendent patiemment le bon moment pour se joindre à nous.

La NPA continuera à mener une lutte armée révolutionnaire dans les campagnes pour faire avancer la guerre du peuple et à le défendre contre l'attaque fasciste et terroriste de l'AFP. Malgré l'appui de la revendication populaire du renversement de Duterte, la NPA, à ce stade, n'est pas encore assez puissant pour provoquer le renversement de Duterte et du système en place. De même, alors que la NPA faisait partie des forces les plus puissantes qui ont contribué à soutenir la lutte contre la dictature de Marcos et à lui infliger des coups durs, c'est finalement le confluent de diverses forces qui a fait tomber Marcos lors d'un soulèvement populaire non armé en 1986.

Compte tenu des conditions économiques de plus en plus difficiles de la population et des conflits politiques internes croissants au sein du régime Duterte, le Parti prévoit que les manifestations continuent de s'intensifier au cours des prochains mois.

Duterte marche au bord d'un précipice où un faux pas peut accélérer sa chute.

Parti Communiste des Philippines,

25 septembre 2018




CONTRE LA MISÈRE ET L'ISOLEMENT,
VIENS RENFORCER LA JEUNESSE QUI COMBAT
AVEC NOUS
VERS LA RÉVOLUTION!
JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES
JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

En finir avec Eddy Bellegueule

Ce premier roman d'Edouard Louis retrace l'enfance et l'adolescence d'un jeune gay grandissant dans une famille ouvrière de Picardie. L'auteur décrit avec précision toutes les violences qu'il a subi et la dureté de ses conditions de vie, dans un milieu hyper viril où le racisme et l'homophobie sont omniprésents. Rappelons ici que Edouard Louis a ensuite rompu avec son milieu familial pour poursuivre de brillantes études à Paris et est devenu un phénomène littéraire : on pourrait donc s'attendre à une vision extrêmement misérabiliste d'un prolétariat arriéré et exotique vu par la bourgeoisie parisienne.

L'intérêt du livre est justement d'aller plus loin (une démarche que l'auteur continue dans son troisième ouvrage, « Qui a tué mon père », sorti en mai 2018). Edouard Louis explique petit à petit comment les impératifs de la vie ouvrière, la pauvreté, la violence systémique du capitalisme, produisent ces contradictions au sein du prolétariat – violence « horizontale », persécution des personnes homosexuelles ou préjugés racistes. Et comment ces contradictions peuvent être dépassées, par exemple lorsque le père de l'auteur, pourtant violemment homophobe, arrête un groupe d'hommes persécutant un jeune gay qu'il identifie cette fois à son fils.

Edouard Louis analyse son milieu d'origine en assumant sa position de transfuge, ayant tout fait pour fuir sa classe d'origine (il est fils et petit-fils d'ouvriers d'usine, brisés par le travail intense). Pour cela il utilise les outils de la sociologie française, notamment de Bourdieu : il n'est donc pas dans une démarche marxiste, et son analyse est limitée de ce point de vue puisqu'il s'agit plus pour lui de comprendre et de pardonner que de transformer la réalité matérielle. Mais sa position est authentiquement progressiste et sa démarche réaliste doit être saluée. A une époque qui nie l'existence même de la classe ouvrière, il est positif que des best-sellers parlent de sa réalité, des contradictions qui la traversent, de ses combats, et de sa vie quotidienne.

En guerre

Film de Stéphane Brizé avec Vincent Lindon dans le rôle principal, En guerre traite d'une grève dans une usine agennaise. Le réalisateur a choisi de montrer une réalité parfois évoquée dans le cinéma, mais seulement en arrière-plan ou de manière caricaturale : ici au contraire, la grève est centrale et occupe l'intégralité du film. La vie privée des personnages principaux est à peine montrée.

Réaliser un film sur une grève présentait le risque de la caricature, à laquelle nous sommes trop habitués au cinéma ou dans les séries télévisées. Cet écueil a été heureusement évité. Le film est au contraire hyperréaliste : tous les dialogues sonnent juste, tout comme les pratiques, les discours ou les modes d'organisation. On ne tombe jamais dans le pathos. Les tensions qui se développent entre syndicats ou entre partisans de stratégies différentes au sein de la lutte correspondent aussi à la réalité. Cet aspect presque documentaire est renforcé par l'emploi de fausses images de JT, qui rappellent des scènes que nous avons tous vu à la télé et qui permettent de mettre en perspective le traitement médiatique des grévistes.

Une autre force du film réside dans sa représentation de la lutte des classes : au-delà des étiquettes syndicales se pose la question de l'unité à la base de toutes et tous les prolétaires. Il n'est même pas question de votes ou d'idéologies, mais de comment tenir sur la durée, de comment conquérir sa dignité en faisant plier le patronat. A ce sujet les discours des négociateurs envoyés par la boît et le rôle ambigu de l'Etat sont bien représentés. Nous sommes mis en face de deux visions du monde qui s'affrontent, avec d'un côté des patrons et des administrateurs qui parlent de leur logique de marché, et de l'autre côté des prolétaires rappelant qu'il s'agit avant tout de leur survie au quotidien.

Vincent Lindon, habitué des films portant un message « sociaux », est ici une sorte de quasi établi. Cet acteur venant de la bourgeoisie arrive à être crédible dans son rôle d'ouvrier. Tout le casting est d'ailleurs bien choisi, là encore sans caricature. Côté critiques, on peut regretter justement l'aspect trop documentaire et syndical du film, qui montre une grève telle qu'elle peut exister dans la France actuelle, sans jamais proposer de porte de sortie, de progrès dans la lutte ou même de radicalité collective. Ce film montre les limites des formes actuelles de la lutte des classes, sans aborder les solutions – de même, les questions de la production, ou celle de l'élargissement de la lutte, sont laissées de côté. Il faut donc le voir sans illusion, comme un bon docu-fiction.

abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : **cdp@framalistes.org**

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à cdp@framalistes.org !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

lacausedupeuple@gmail.com

causedupeuple.info